



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°337 du 28 novembre 2023

SOMMAIRE

Spécial
Journée d'étude sur la PSC et du CSN
des 13 et 14 novembre 2023

- Journée d'études sur la protection sociale complémentaire du 13 novembre 2023
- Rapport introductif au CSN du 14 novembre 2023
- Débat Général et votes au CSN du 14 novembre 2023

Journée d'études sur la protection sociale complémentaire du 13 novembre 2023

Intervention de Gilles Oberrieder (CGT-UFSE) sur la genèse et les grandes lignes de l'accord PSC fonction publique

Intervention de Josiane Tack sur les négociations de l'accord dans le ministère de l'ESR + Education + Jeunesse et sport (voir article BRS) – Josiane proposera dans le BRS un dossier spécial PSC en 2024.

Mise en place juillet 2025 : santé et prévoyance au même moment.

La première année adhésion sans condition pour les retraités.

Rapport introductif au CSN du 14 novembre 2023

Patrick Boumier

Une fois encore, c'est la guerre qui occupe la place centrale de l'actualité, et une fois encore, le mensonge le dispute à la calomnie, notamment en France, afin de casser les reins de celles et ceux qui ne se soumettent pas à l'Union sacrée voulue par Macron, par ses quelques soutiens, et par ceux qui défendent les institutions bourgeoises. Cela ne devrait pas nous surprendre, et pourtant, je trouve inouï le niveau atteint pas la barbarie en Palestine ! Nous avons assisté à un déluge de bombes larguées sur Gaza, avec le soutien de la plupart des « démocraties », sous prétexte du droit à se défendre de l'Etat d'Israël. Les déclarations hypocrites de Macron, appelant à des pauses humanitaires, alors que des dizaines de milliers de tonnes d'explosifs ont été lancées sur Gaza en quelques semaines, faisant un véritable carnage, touchant massivement les enfants et les plus faibles. La vie à Gaza était déjà difficile du fait du blocus, mais là, sans électricité, eau potable, nourriture, avec des hôpitaux détruits, etc, je n'ose imaginer le désastre... Et hormis Gaza, en Cisjordanie, les colons ne se privent pas non plus pour multiplier les actes de violence sur les Palestiniens.

Ce ne sont pourtant pas les témoignages alarmants qui manquent depuis le début de l'attaque : les journalistes sur place (celles et ceux qui ont échappé à la mort, pour le moment), les médecins, les membres des services de l'ONU, et tant d'autres...

Les déclarations de Netanyahou et, plus encore, de ministres de son gouvernement sont claires : il s'agit bien là de faire un grand pas vers la colonisation de la totalité de la Palestine, autant dire, vers l'apartheid, voire même, vers un génocide. Les actes barbares du 7 octobre réalisés par des membres du Hamas sont un beau prétexte, pour ne pas dire qu'ils sont tombés à pic. Après tout, que valent des gens du peuple, même israéliens, pour les sionistes au pouvoir en Israël ?

A l'opposé de ces aveux saisissants, des milliers de juifs se mobilisent contre les actes de Tsahal, y compris en Israël même. Je citerai ces juifs américains qui se sont rassemblés plusieurs fois, récemment au pied de la statue de la liberté, pour crier « Stop ! Pas en notre nom, etc ». D'autres initiatives communes entre juifs et arabes existent pour réclamer le cessez-le-feu et la paix. Dans certaines grandes villes, les manifestations pour le cessez-le-feu sont monstrueuses (300 000 à Londres, semble-t-il), y compris aux USA où les manifestations sont les plus suivies depuis la guerre en Irak. En France, où le gouvernement a échoué dans sa tentative d'interdire toute manifestation de soutien à la Palestine et/ou pour le cessez-le-feu, le gouvernement et les media continuent de jouer la carte de l'amalgame « antisionisme = antisémite ». Je ne commenterai pas plus, tellement c'est pitoyable et éculé.

Sur le terrain des travailleurs, des actions sont décidées ici ou là dans les transports, pour tenter de bloquer la fourniture d'armes à Israël, par des appels syndicaux au boycott et au refus de la manutention des livraisons d'armes (Belgique, Espagne, Italie). Aux USA, après le port d'Oakland, à Tacoma, des militants ont bloqué le port d'où partent les cargos chargés de matériel militaire pour Israël.

En France, il y a eu un certain nombre d'initiatives intersyndicales régionales pour appeler au cessez-le-feu (rassemblements, manifestations). Je vous invite à lire ou relire les communiqués confédéraux et fédéraux, ainsi que les déclarations récentes de Sophie Binet. J'aurais aimé la même analyse pacifiste pour la guerre en Ukraine, mais bon... n'oublions pas que cette guerre dure et dure encore...

Nous savons qu'au-delà de la question juive-palestinienne, c'est l'ordre mondial qui se joue là-bas, comme dans toutes les guerres, d'ailleurs. Et concernant l'économie locale, pendant que les opérations militaires se déroulent, l'Europe et les États-Unis négocient avec le gouvernement de Netanyahou pour s'assurer le contrôle du gaz de Gaza, avec notamment l'exploitation de deux gisements marins situés à environ 35 km de la côte, découverts dans les années 90

mais jamais exploités. Il faut préciser que c'est Israël qui gère les importations énergétiques de Gaza et de Cisjordanie...

L'économie capitaliste ne perd jamais le nord et utilise justement les guerres pour tenter de se relancer. L'économie en temps de guerre s'accompagne très souvent de mesures d'austérité, et les coups redoublent. En France, on ne compte plus les 49.3 utilisés par le gouvernement minoritaire. Les « jeux » politiques font que les motions de censure n'ont pas réussi à faire tomber le gouvernement. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2024 est un nouveau coup de massue, notamment pour les hôpitaux déjà en grande difficulté. Comment organiser la riposte ? Le projet de loi pour l'immigration, examiné au sénat, est une loi de division de la classe ouvrière. Je vous en avais parlé l'année dernière, mentionnant en particulier les emplois déclarés en tension sur une certaine période pendant laquelle des travailleurs immigrés auraient le droit de rester en France. Mais à la fin de ladite période (devinez qui devrait décider de la date de cette fin), ces travailleurs recevraient potentiellement une OQTF (Obligation de quitter la France). Je vous avais parlé de Darmanin en visite au Qatar pour l'inauguration de la coupe du Monde de football et de la probabilité qu'il en ramène certaines idées. Eh bien, il y a fort à parier que des métiers de la construction soient déclarés en tension juste le temps nécessaire à la préparation des JO2024 ! A propos de ce projet de loi, il y a déjà des réactions sur des articles particuliers, telle la déclaration de désobéissance à la suppression de l'Aide Médicale de l'Etat (amendement adopté par le Sénat) de 3500 médecins. Il faudrait que cette déclaration fasse boule de neige et génère d'autres actes de résistance.

De façon plus générale, l'inflation, maintenue à un niveau élevé par la spéculation, engendre des difficultés énormes pour les couches sociales les plus précaires et engendre une colère généralisée. J'ai lu ou entendu quelque part que l'argent placé sur les livrets A (510 milliards d'euros), censé financer le logement social, allait aussi financer en partie l'industrie française de l'armement. Si cela est exact, il faut le faire savoir afin d'amplifier encore plus la colère, et avec en tête la question de comment transformer cette colère dans un cadre organisé à même de pouvoir faire reculer le gouvernement. Quelles leçons tirer des luttes précédentes, dont, évidemment, celle sur les retraites ? Nous devons débattre de ces questions à tous les niveaux du syndicat et de la CGT. Nous y reviendrons dans la journée, notamment en abordant l'activité et l'organisation des sections du syndicat.

Dans l'ESR, nous n'échappons pas aux mesures d'austérité, bien évidemment, malgré les déclarations sur les soi-disant priorités pour notre secteur. Toujours cette damnée inflation que le gouvernement fait semblant d'oublier quand il fanfaronne sur les augmentations en euros courant. Même la LPR et son protocole pluriannuel de mesures salariales et de carrière, sont remises en question... Cela ne devrait, certes, pas nous surprendre. Notre ministre a tenté de nous expliquer que nous avons des bas de laine dans nos établissements. Sous le matelas qu'elle nous attribue, elle voit de l'argent disponible qu'elle aimerait déduire (ou ajouter, selon le point de vue du calculateur) de la somme qu'elle nous budgétise. En ce qui concerne le CNRS, le PDG a répondu que sur une centaine de millions de fonds de roulement, plusieurs dizaines sont déjà gagés sur des projets pluriannuels...

Dans l'actualité de l'ESR, il y a les conséquences du rapport Gillet qui ne sont pas encore toutes visibles. Pour le moment, notre ministre a repris 2 propositions du rapport, dont celles sur la simplification. Une chose est certaine : nos tâches se complexifient de plus en plus. J'aimerais bien que certains ou certaines d'entre vous me contredisent... Et j'observe un décalage total entre les satisfecit de la direction des établissements et la réalité sur le terrain, dans les unités, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau local. La direction de la DR4 nous a avoué la semaine dernière (réunion de « dialogue social ») qu'elle n'avait pas eu de remontées directes d'agents en grande difficulté du fait de l'utilisation des logiciels ESR-Mission. Selon elle, « le plus dur est derrière nous ; à la DR4, nous avons très bien formé les agents et assuré un service de renseignements à ceux qui nous ont appelés ». Nous avons informé la DR4 d'une enquête que le SNTRS d'Orsay allait effectuer auprès des services de gestion et financiers des unités du périmètre de la DR4. Il y a un aspect qui a attiré notre attention dans la réunion à la DR4 : dans les services Moy400 au moins, il y a un certain nombre de CDDs bien sûr, mais aussi de CDI, dont la responsable du service RH, elle-même. J'aimerais bien connaître l'évolution de la proportion de CDI dans les effectifs de l'ESR.

Je pense que je vais m'arrêter ici ; il y aurait bien sûr bien d'autres aspects à signaler, mais nous pourrions le faire au cours de ce CSN. Je n'ai, en particulier, pas parlé de notre congrès qui se tient dans moins d'un an, ni de la PSC, qui font l'objet de points de l'ordre du jour. Je n'ai pas parlé non plus des conséquences de la guerre en Palestine dans certains secteurs de SHS...

Je terminerai simplement par une note positive au niveau de la lutte des classes, et plus précisément par la référence à une lutte victorieuse, celle des travailleurs de l'automobile aux USA. Après une grève de plusieurs semaines, avec leur syndicat UAW, ils ont arraché des nouveaux contrats collectifs prévoyant 25% d'augmentation étalés sur 4 ans. Parmi les autres mesures de ces contrats, citons le rétablissement d'un mécanisme d'indexation des salaires sur le coût de la vie, perdu en 2009. Bravo à ces travailleurs et que cela nous encourage !

Merci de votre attention et à vous la parole !

Débat général et votes au CSN du 14 novembre 2023

Actualité - débat général

1. Plusieurs pistes d'amélioration de fonctionnement et de vie et démocratie syndicales

Possibilité d'étendre les CE sur 1 jour et demi.

Si les CE deviennent plus longues, possibilité entre 2 de proposer des CE en visio. Proposition de délocaliser les CE en région.

Toutes ces propositions doivent faire l'objet à nouveau d'un débat. Pour être intégré par exemple dans le chapitre "vie syndicale" de notre document d'orientation.

Il faudra probablement inclure également la parité, avec un phrase type : "la CE sera composée d'un nombre de femmes au moins égal à celui des hommes" (source : DO UFSE 28^e congrès).

En amont les sections devront être sensibilisées à constituer des candidatures équilibrées F/H.

Possibilité également de réduire la voilure du nombre de membres (faire un recensement des présences).

2. Fred B. doit rédiger un texte d'interpellation sur l'organisation des concours (saisine DRH/OS, CNDP ? autre ?)

Validation de l'agenda CE/CSN/JE 2024

Voté : 33 pour, 0 contre, 0 abstention

Congrès : votes

- Retro planning congrès : 33 pour, 0 contre, 0 abstention
- Budget prévisionnel - coût du mandat : 1410 mandats 40890 euros si 29 euros, et ? si 28 euros
Vote pour 28 euros : (33 votants) pour unanimité

Sur la formalisation des GT : le BN désignera les rapporteurs de chaque groupe de travail des documents du congrès, après la fin de l'appel à candidatures, programmée d'ici 8 jours.

Votes : 32 pour, 0 abstention, 0 contre

Sur la mise en place des premiers travaux du comité d'organisation : Habiba doit proposer très prochainement un doodle/framagate pour convoquer une première réunion du comité.

Secrétariat : un message d'appel à s'inscrire aux GT du congrès (pour rappel : revendicatif, orientation et statuts) doit être envoyé dans un premier temps aux participant.e.s de ce CSN, puis dans un 2^e temps aux sections. Délai : 8 jours.

Organisation concrète sur le terrain en matière d'action : remontées des sections et débat sur des stratégies d'entraide possibles.

Action section Alpes/DR11 : proposer une visio aux sections afin de mesurer la possibilité d'élargir cette action sur plusieurs sections.

Validation candidature au BN :

Éric Leroy élu au BN à l'unanimité (29 votants)